

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21243 - 78ÈME ANNÉE

Communiqué, suite au Comité Central du Parti Communiste Réunionnais.

Les membres du Comité Central (CC) du Parti Communiste Réunionnais se sont réunis ce samedi 6 mai 2023, au Port.



A la suite de cette séance de travail, le CC souhaite rendre public les décisions suivantes :

Le CC du PCR porte l'exigence principale sur la réalisation d'une Conférence Territoriale élargie aux forces vives de notre pays. Les membres estiment que la communication et l'éveil sur ce sujet est d'une grande importance pour notre pays. Cette Conférence aurait pour but de construire un projet consensuel de développement économique, social et environnemental, pour notre pays.

Le projet construit avec la participation, la plus large, des citoyens de La Réunion pourra être soumis au gouvernement afin d'en faire une loi d'orientation pour le développement de La Réunion. Le statu quo est en défaveur de notre pays et nous plonge chaque jour un peu plus vers la détérioration des conditions de vie des habitants de l'île.

En ce qui concerne l'actualité :

- Le comité central a acté la mise en place d'un comité interne de réflexion afin d'élaborer une contribution aux États Généraux de la Mobilité, lancés par la Région Réunion, avec le concours du CNDP.
- Concernant le projet gouvernemental de « décasage » et d'expulsion de dizaine de milliers de personnes du territoire Mahorais, le Parti Communiste Réunionnais réaffirme sa position : « Les Mahorais ont le droit de vivre à Mayotte, en Paix, en Sécurité et dans des conditions dignes. Le gouvernement en est le responsable et le garant. Cependant, nous estimons que la solution choisie par le ministre de l'intérieur, d'utiliser de manière unilatérale, la force et la violence n'est pas la bonne. Cette méthode ne règlera pas les problèmes à long terme et va à l'encontre des revendications initiales. Nous prônons plus que jamais le dialogue et la concertation la plus large possible. »
- Madame la 1ère ministre a annoncé sa visite à La Réunion du 11 au 13 mai. Le Parti rendra publique une lettre ouverte.

Enfin, les membres du comité central ont émis, d'une manière unanime, le besoin de s'exprimer publiquement sur les

préoccupations des Réunionnais, tels que le coût de la vie, le pouvoir d'achat, la mobilité, le climat,

Pour répondre à cette demande, il a été acté de travailler sur ces sujets au sein des sections et d'en faire le compte rendu, publiquement, lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire du PCR, le dimanche 25 juin prochain.

Le Comité Central du Parti Communiste Réunionnais,
Samedi 6 mai, au Port.

Visite de la Première Ministre : L'agriculture réunionnaise en danger

Ce mercredi 10 mai, est annoncée la visite d'une importante délégation gouvernementale conduite par Élisabeth Borne, Première ministre, et comprenant notamment les ministres de l'Agriculture, de l'Écologie et des Outre-mer.

La CGPER espère que cette visite permettra au gouvernement de se confronter à la réalité vécue quotidiennement par nos agriculteurs et d'en tirer les conclusions nécessaires afin de mettre en place une politique qui permette à notre secteur économique de survivre. La situation est en effet extrêmement alarmante et ne cesse de se dégrader.

La crise COVID et la guerre en Ukraine ont relancé le débat sur la souveraineté alimentaire.

Nombreuses sont les voix qui préconisent un important développement de la production locale pour mettre La Réunion à l'abri des problèmes d'approvisionnement et des pénuries responsables d'une envolée des prix durement ressentie par notre population, dont près de 40 % vit sous le seuil de pauvreté. Mais des actes aux



paroles, un fossé se creuse. Il est confirmé par le numéro 2 de Agreste, daté d'avril 2023 et publié par la DAAF.

Ce document souligne une importante augmentation des importations en 2022. Leurs volumes « atteignent des niveaux records pour les fruits et légumes (+12 % par rapport à 2019) » écrit cette étude.

Au total, plus de 40 000 tonnes de ces produits ont été importés l'an dernier à La Réunion. Quant à la viande, les importations ont quasiment retrouvé leur niveau de 2019. Cette différence s'explique selon nous par la baisse du pouvoir d'achat de la population, qui limite sa consommation de produits carnés. Avec l'augmentation importante des importations, comment envisager le développement de la production locale ?

La CGPER rappelle que le ministère de l'Agriculture est aussi celui de la Souveraineté alimentaire. Nous constatons qu'un plan de plus de 200 millions d'euros a été mis en œuvre à l'échelle nationale pour aller vers cet objectif. Malheureusement, il est sans effet à La Réunion. C'est ce que rappellent les données publiées par la Direction régionale du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire. Il est donc urgent que le gouvernement en tire les enseignements et mette en œuvre une importante politique d'accompagnement des producteurs locaux afin qu'ils puissent être capables de lutter contre les importations.

La CGPER est prête à rencontrer les ministres afin de leur faire part de ses propositions dans ce domaine stratégique. Pour la CGPER, la souveraineté ne doit pas être seulement un sujet de débat à la mode, elle doit se traduire par des actes permettant de relancer une agriculture réunionnaise en danger.

Un autre point est la conséquence de l'application mécanique de règlements décidés à Bruxelles et à Paris en fonction d'une réalité qui n'est pas celle de La Réunion. Ceci a des conséquences dramatiques pour notre agriculture. L'interdiction de certaines molécules a pour effet de menacer la survie de nombreuses exploitations agricoles. D'emblée, notre coût de production est plus élevé compte tenu de la structure de nos entreprises. Nous rencontrons également d'importants problèmes de recrutement. Or, le remplacement de ces molécules ne peut être compensé que par un traitement mécanique qui suppose le recours à une main d'oeuvre beaucoup plus importante. Ce n'est pas possible à La Réunion. Donc les rendements et la production locale ne pourront que diminuer. La CGPER rappelle que les agriculteurs réunionnais sont formés à l'utilisation de ces herbicides. Ils sont également conscients de la fragilité de notre éco-système insulaire. Ceci fait que nos agriculteurs savent pertinemment que la qualité et le volume de leur production dépendent d'un environnement préservé. Ceci a entraîné le développement à grande échelle d'un usage raisonné des produits phytosanitaires, afin justement de préserver notre biodiversité. C'est pourquoi la CGPER demande que le gouvernement tienne compte de cette réalité afin de pouvoir nous accorder les dérogations indispensables au développement de la production locale.

Par ailleurs, notre insularité nous rend extrêmement dépendant d'une structure d'importation des intrants où le nombre des acteurs est très limité.

L'explosion des coûts des engrais et de l'énergie ont mis en grande difficulté de nombreux agriculteurs. Ils ne peuvent plus faire les investissements nécessaires pour continuer à produire correctement. Dans ces conditions, le découragement gagne, des entreprises agricoles ferment. Cette catastrophe se déroule sous nos yeux sans que nous puissions disposer des moyens nécessaires pour y faire face.

Enfin, en tant qu'île tropicale, La Réunion est bien plus touchée par le changement climatique que les autres régions françaises. La succession d'années de sécheresse entrecoupées par les conséquences du passage de plusieurs cyclones ont eu des répercussions désastreuses. Ceci est une des explications du niveau historiquement bas de la campagne sucrière 2022 : 1,3 million de tonnes de cannes récoltées alors que la moyenne décennale se situe entre 1,7 et 1,8 millions de tonnes. Avec l'explosion du coût des intrants, ceci ne permet pas aux importants efforts financiers consentis par l'État dans la Convention canne d'atteindre leurs objectifs, car cet argent public est absorbé par ces augmentations de prix au lieu de servir à relancer la production.

C'est toute notre agriculture qui subit les effets de la sécheresse et de l'enchaînement des catastrophes naturelles. Il est essentiel d'aller au-delà des aides ponctuelles pour soutenir l'adaptation de notre agriculture aux effets du changement climatique. Nous devons par exemple soutenir nos agriculteurs dans l'achat de coûteuses serres anti-cycloniques qui permettront d'éviter les pénuries post-cyclones et l'envolée des prix qu'elles entraînent. Nous devons aussi développer les retenues de stockage de l'eau de pluie afin de limiter la pression sur les cours d'eau et nappes phréatiques. Ce sont autant d'investissements coûteux qui nécessitent un accompagnement fort de l'État.

La CGPER estime que d'une part, La



Réunion peut être le laboratoire à la fois de la Transition écologique et énergétique mais aussi de la Souveraineté alimentaire prônées par le gouvernement. D'autre part, le niveau records des importations, l'explosion du coût des intrants et les effets du changement climatique placent de nombreuses exploitations agricoles au bord du gouffre. À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle : la CGPER demande à l'État un plan exceptionnel d'accompagnement de nos producteurs car l'agriculture réunionnaise est en danger. Et comment aller vers l'autosuffisance alimentaire de La Réunion sans agriculteurs réunionnais ?

Le Président de la CGPER
Jean-Michel Moutama

Azali Assoumani "demande à Macron une pause dans l'opération Wuambushu" à Mayotte

Dans un entretien à France 24 et RFI, Azali Assoumani, président de l'union des Comores, a affirmé qu'il y a une "possibilité" pour qu'il rencontre le président français Emmanuel Macron, dans les prochains jours.

Azali Assoumani affirme avoir échangé avec Emmanuel Macron au téléphone deux fois ces derniers jours et espère le rencontrer cette semaine.

Selon Azali Assoumani, pour résoudre la crise entre la France et les Comores, provoquée par le lancement de l'opération Wuambushu à Mayotte, il faut une «pause» dans cette opération afin d'échanger. «Ce n'est pas une crise grave avec Paris» a assuré ce dernier, «nous avons de bonnes relations avec la France». Cette opération Wuambushu vise à expulser toutes les personnes sans papiers, en grande majorité des comoriens, et de détruire leurs habitats.

Une réunion a eu lieu entre les ministres de l'Intérieur des deux pays, sans aucune avancée n'ai été évoqué. Une rencontre entre les ministres des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur est envisagée. Le président comorien nie toute velléité de coopérer davantage avec Paris en échange d'un soutien financier.

Le président comorien a réaffirmé la souveraineté des Comores sur Mayotte, il a également affirmé que c'est la France qui est "responsable, voire coupable" de ce qui s'y passe, notamment concernant la délinquance.

Selon lui, les Comores ne sont pas concernées par les questions migratoires. «Le problème de migration ne me concerne pas», a-t-il déclaré. «Les passeurs qui laissent les gens aller à Mayotte, ce n'est pas moi. Ce sont des gens qui sont à Mayotte (...) qui gagnent de l'argent comme ça. La France gère Mayotte depuis 47 ans, donc elle est responsable, pour ne pas dire coupable de la délinquance à Mayotte. Moi, je ne suis coupable ni responsable de rien.»

Il avertit que toute mesure de rétorsion de Paris comme un gel des visas octroyés par la France aux Comoriens est inacceptable, ajoutant que «ce chantage n'est pas à la mesure de la France».

En effet, ce dernier a dénoncé les expulsions de comoriens ayant obtenu un visa pour se rendre à Mayotte. Les forces de l'ordre ne font pas de différence entre les personnes qu'ils arrêtent et expulsent.



Opérassyon Mwambushu :Atanssyon danzé !

In soir, dann télé, mwin té apré rogard lo Préfé d'Mayotte. L'opérassyon Mwambushu téi sorte komanssé é avèk sa lo bande promyé kouak toulmoune i koné sirman: dabor inn tribinal la pa otoriz lo dékassaz banga dann in bidonvil, dézyèmman lo Prézidan la républik komor la anons lo Por Anjouan lété fèrmé pou fé déssèrtènn réparassyon. Aprés la konpagni bato k'i fé lo trazé rante péi komor é mayotte, la déklar forfé.

Figuir azot malgré bande kanikrosh-la lo préfé la di : Mwambushu, sa in l'opérasyon li-épi lé zot-i prépar dopi in an é toute kondission lé réini pou ké li réissi... Konm koi, souvan défoi demoune i gagnré a tourne sète foi zot lang dann zot boush avan kozé. Sa sé in patoi rényoné, mé mi panss li néna in valèr intèrnassyonal é li vo galman pou in Préfé i ranpli son fonkssyon dann Mayotte.

Astèr i fo apèl in sha in sha, é in l'opérasyon lé dir pou dékolé in l'opérasyon lé dir pou dékolé. Mé oïla, l'opérasyon-la, i fo kroir néna bonpé d'moune Mayotte i atande sa pars zot i kroir vréman sa i sava ramenn la pé dsu zot tériroir: bande san papyé lé vizé, bande moune i rèst dann banga lé vizé, é d'après sak i di sé in majorité d'moune i sorte komor.

Band Mayotte i komanss pèrde passyans é

zot i domande gouvèrman franssé fé lo néssèssèr é lo pli britalman possib konm par ézanp kan zot i fèrm in dispanssèr la plipar bande passyan i sorte d'après zot péi komor. Mèm in vis-prézidan konsèye départmantal la di dann téklé i fo tyéin pé konmsa zot va konprande.

Yèr matin zot la manifèst dovan la préfektir La Rényon, konmsa gouvèrman i oi zot lé déssidé é i rolanss le l'opérasyon MWambushu. Mé si mi kroir nout zoinal minis l'intèryèr La franss na poin lo moiyn k'i fo pou fé in l'opérasyon konmsa sirtou avèk toute kalité dérapaz possib... Minist l'intèryèr La franss i sorte kritike gouvèrman l'Italie. An rotour li la touch in boush-ta-guèl é konm li la mète ali dsou lo fé l'aktyalilé i étonéré pa si dann l'avnir d'ote gouvèrman i drèss ali in kostar koréspondan a li é a toute bande vyolassion lo droi li épi son gouvèrman lé kapab dopi in takon d'zané...

Astèr ni konpran bien néna plizyèr danzé i akimil rante La franss, Mayotte, péi komor, mèm La Rényon lé kab gingn in ké d'siklone. Kan i di i fo la médyassion, i fo la diskissyon, si ni pé avoir in solission sète-la i pé z'ète ke passifik é politik. Sé la voi d'la rézon, é lé irzan antande voi-la mèm si èl lé in pé fèb pou l'instan ?

A bon antandèr, salu !

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433